

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 78 Septembre 2010
(8^{ème} année)

Art de vivre

Des enfants qui se couchent à point d'heures pour suivre des cours particuliers ; un enseignement public au rabais ; un fort taux de suicides parmi les ados... Ça se passe où ? Ouf, en Corée du Sud...
(impossible de remettre la main sur l' article saisissant, paru au début de l'été, qui décrivait cette situation ; merci aux lecteurs qui me signaleront la référence).

Mais n'est-ce pas le chemin que l'on prend en France ? Les écoles maternelles quasiment fermées aux moins de 3 ans ; des horaires réduits -24 heures de classe au lieu de 26- à l'école primaire... ; des enseignants de moins en moins nombreux (16 000 suppressions de poste prévues au budget 2010) ; leur formation pédagogique supprimée (ce qui fait la joie d'officines privées...); une mise en concurrence entre établissements, par la suppression de la carte scolaire, qui ne fait que des perdants (établissements des quartiers défavorisés fuir par les élèves et les enseignants ; élèves issus des classes moyennes éprouvant un sentiment de déclassement lorsqu'ils débarquent dans des établissements élitistes ; et lycées les plus cotés sursélectionnant à leur entrée) ; un profond fossé qui se crée entre les quelques *happy few* qui intègrent quelques grandes écoles prestigieuses, et les autres. Au total, un système très inégalitaire.

Et alors ? N'est-ce pas notre époque, individualiste, consummatrice, pressée et médiatique, qui veut cela ? La droite l'a bien compris, et c'est pourquoi elle triomphe en Europe, nous explique le linguiste italien Raffaele Simone (Le Monde Magazine, 11 septembre), qui ajoute que défendre les idées de justice, de solidarité, d'aide aux démunis et se préoccuper du long terme et de l'avenir de la planète apparaît aujourd'hui comme une attitude difficile, courageuse mais hélas contraire à l'intérêt égoïste de court terme.

Compétition à outrance, donc, dès la vie scolaire ; puis, dans la vie professionnelle, confrontation épuisante avec des exigences sans fin, changements incessants, restructurations, réorganisations, externalisations, déménagements, mobilité systématiques (au point qu'en Europe, les Français sont ceux qui investissent le plus le travail, mais ceux aussi qui sont le plus déçus, le plus blessés).

Et tout ça pour quoi ?

« La France d'aujourd'hui n'est pas plus heureuse que celle de 1960 alors qu'elle est trois fois plus riche », note l'économiste Daniel Cohen, qui souligne qu' « on s'habitue à tout, et notamment aux biens matériels », et que ce qui compte n'est pas tant le salaire et le patrimoine en valeur absolue que l'écart avec les voisins.

Ne faisons-nous pas fausse route ?

L'Europe, la France, bénéficient d'atouts considérables que le monde nous envie : un climat agréable, une grande diversité de paysages, une histoire et une culture riches, les droits de l'homme, tout un art de vivre.

La compétition à outrance, la consommation comme seul horizon, conduisent à une impasse.

Il faut cultiver notre jardin.

Ce qui veut dire pour nous, ici, en France, tourner le dos à la politique menée depuis bientôt une décennie.

Qu'il y ait moins d'inégalités.

Qu'il y ait du travail pour tous, en particulier pour les jeunes (ce ne sont pas les besoins qui manquent).

Qu'il y ait du temps libre pour tous.

Utopie ? N'ayons pas la mémoire courte. Il y a un peu plus d'une dizaine d'années, alors que depuis la fin des « Trente Glorieuses » le chômage n'avait que croître dans notre pays, voilà qu'une politique résolue avait permis de le faire reculer, que l'espoir renaissait, qu'on en venait à penser que c'était un problème résolu...

Ce qui a été possible alors est à nouveau possible aujourd'hui.

(sources : Le Monde 16 juillet, 31 août, 1^{er}, 2, 10, 12 et 13 septembre ; Alternatives Economiques, septembre).

Bonne nouvelle

L'extrême pauvreté a fortement reculé dans le monde. De 1,8 milliard en 1990, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (vivant avec moins de 1,25 \$ par jour) devrait passer à 920 millions d'ici à 2015.

Mais c'est le seul des Objectifs du millénaire pour le développement qui devrait être atteint en 2015. Les autres objectifs, éducation primaire pour tous, élimination de la disparité entre les sexes, réduction des 2/3 du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, baisse de 3/4 du taux de mortalité maternelle, propagation du sida enrayerée, intégration des principes du développement durable dans les politiques, ne seront hélas pas atteints.

Seuls 5 pays donateurs (Danemark, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège et Suède) ont atteint la cible de 0,7 % du revenu national brut fixée par l'ONU pour l'aide publique au développement. Le montant total de cette aide ne représente que 0,31 % du revenu national cumulé des pays développés (0,56 % pour l'Union européenne, et seulement 0,46 % pour la France). (*Le Monde*, 24 juin).

Le réchauffement climatique

Russie. Canicule sans précédent. La température relevée lors des 15 premiers jours de juillet a dépassé de 6°C la moyenne historique. Un cinquième des cultures céréalières ont été détruites par la sécheresse. Près de 200 000 hectares de forêt et de tourbières ont été ravagés par les incendies. A Moscou, on a enregistré 5000 décès de plus en juillet qu'en 2009. Plusieurs installations nucléaires ont été menacées par les incendies (dans l'Oural, le centre de retraitement de déchets nucléaires de Maïak et le centre d'armement nucléaire de Snejnisk ; à 500 km à l'est de Moscou, le centre nucléaire de Sarov).

Du coup, le regard des autorités russes sur les risques liés au réchauffement climatique se trouve changé. « Ce qui se produit aujourd'hui dans nos régions centrales est la preuve du changement climatique planétaire. Jamais dans l'histoire de notre pays nous n'avons subi de telles conditions », a reconnu le président Medvedev. Le gouvernement a débloqué 7,7 millions d'euros pour inonder les tourbières (solution la plus efficace pour prévenir les incendies). (*Le Monde*, 23 juillet, 8-9, 10, 11, 17, 24 août).

Pakistan. Des pluies torrentielles liées à la mousson asiatique se sont abattues sur le Pakistan et les pays voisins, provoquant, selon l'envoyé spécial de l'ONU, « le pire désastre naturel que le Pakistan ait connu ». « Le nombre de victimes, probablement entre 1500 et 2000, n'est pas comparable au tsunami [200 000 morts en Asie]. Mais ce qui est insupportable pour le Pakistan, c'est le nombre de personnes affectées, près de 15 millions, l'ampleur des surfaces agricoles touchées, et les conséquences économiques et sociales, qui se feront sentir pendant des années ». (*Le Monde*, 12 août).

Impasse politique. Après l'échec de la conférence de Copenhague en décembre 2009, et à 3 mois de la conférence de Cancun, les 178 pays réunis à Bonn du 2 au 6 août n'ont pas avancé.

Pour limiter le réchauffement à 2°C, les pays industrialisés doivent avoir ramené, en 2020, leurs émissions de gaz à effet de serre de 25 % à 40 % en deçà de leur niveau de 1990. Or, **à 10 ans de l'échéance, le compte n'y est pas.** Les engagements pris à ce jour par les pays industrialisés permettront au mieux une baisse des rejets de CO₂ de 14 % à 18 %. En outre, les pays industrialisés tardent à verser à ceux du Sud les 30 milliards de dollars promis d'ici à 2012 pour les aider à s'adapter aux effets du réchauffement- une somme censée atteindre 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020.

Les pays du Sud veulent bien réduire leurs émissions de gaz à effet de serre à condition que l'on prenne en compte tout ce que chaque pays a émis depuis le début de la révolution industrielle. Les Etats-Unis ont émis 29 % du total, l'Europe des 27, 27 %, la Russie, 8 %, le Japon 4 %, l'Inde, le Canada et l'Ukraine 2% chacun, l'Afrique du Sud, l'Australie, le Mexique, 1% chacun, les autres pays se partageant les 14 % restant.

En outre, **le mécanisme compliqué des crédits carbone a des effets pervers.** Selon plusieurs organisations de défense de l'environnement, la moitié des économies de gaz à effet de serre financées dans les pays du Sud sous l'égide des Nations unies serait largement fictive et aurait surtout permis à l'industrie chimique d'engranger de substantiels subsides. Pire, selon CDM Watch et Noé21, la méthodologie définie par les Nations unies « augmente les émissions totales au lieu de les diminuer ». Le prix payé pour la destruction du HCF23 (gaz à effet de serre 11 700 fois plus nocif que le CO₂, généré lors de la production d'un gaz réfrigérant très demandé par l'industrie du froid, le HCF 22) est jusqu'à 70 fois supérieur au coût réel de l'opération. Du coup, les industriels (en Chine, en Inde, en Corée du Sud, en Amérique latine, ...) accroissent artificiellement leur production et maintiennent volontairement à un niveau élevé le pourcentage de HFC23 généré par le processus. Et s'en mettent ainsi plein les poches. Tant pis si, au passage, la couche d'ozone est dégradée par la même occasion...

En attendant de réviser la méthodologie, l'ONU a décidé de geler une série de projets liés au gaz HFC23...

Aux Etats-Unis, le Sénat a infligé à Barack Obama un revers sur le climat.

Et il s'avère, selon le commissariat général au développement durable du ministère de l'écologie lui-même, que **la France ne rejette pas moins de CO₂ qu'en 1990 !** Pire, « l'empreinte carbone de la demande finale française, une fois pris en compte le solde des émissions liées aux importations et aux exportations, est de l'ordre de 9 tonnes de CO₂ par personne et par an », soit 33% de plus que le chiffre officiel.

(*Le Monde*, 26 juin, 25-26 juillet, 8-9, 13, 31 août ; Silence, septembre).

La fin du pétrole

Dans le Grand Nord, alors que la banquise s'amenuise chaque été, les considérables réserves de pétrole et de gaz (estimées à 30 % des réserves mondiales en gaz naturel et à 13 % de celles du pétrole) suscitent les convoitises. Mais les risques écologiques sont considérables, sur des écosystèmes très riches (mammifères, poissons, oiseaux, coraux, etc). Les conditions qui caractérisent la région, et d'abord son climat extrême ainsi que l'éloignement des zones habitées, accentuent les difficultés des forages classiques et compliquent toutes les interventions.

Deux bateaux en l'espace d'une semaine ont été accidentés au nord du cercle polaire, côté canadien : un bateau de croisière et un pétrolier...

Le Brésil cherche à étendre sa frontière maritime. En jeu, d'immenses réserves de brut au large de ses côtes. 50 à 100 milliards de barils. Mais en eau très profonde, à plus de 7000 m et sous une couche de sel épaisse de 2000 m.

Delta du Niger : une pollution « pire » que celle du golfe du Mexique, selon l'ONU. Des milliers de km du delta sont souillées, les réserves de poisson « virtuellement anéanties », et les nappes phréatiques gravement polluées.

Golfe du Mexique : incendie d'une plate-forme pétrolière le 2 septembre, mais « aucune pollution n'a été détectée par les garde-côtes ».

« **Les gaz de schistes seront-ils la grande énergie du futur ?** », se demande *Le Monde*. Les réserves de gaz de schistes sont énormes, selon l'article, mais l'extraction est coûteuse et représente un lourd enjeu environnemental. Des entreprises américaines ont mis au point des solutions innovantes de forage horizontal et de fracturation des roches avec de l'eau à haute pression associée à des solutions chimiques. En allant chercher le gaz dans des schistes à quelques centaines de mètres, les forages peuvent traverser des nappes phréatiques. Les puits de gaz de schistes voient leur production décroître fortement au bout de 2 ou 3 ans (au lieu de 5 à 25 ans dans le cas du gaz conventionnel).

Aux Etats-Unis, des compagnies exploitent ces gaz depuis le début des années 1990. En Europe, des puits sont forés en Allemagne, en Suède, en Pologne. Le gouvernement français a accordé à Total un permis d'exploration de 4327 km² entre Valence et Montpellier.

(*Politis, 9 septembre, Le Monde, 27-28 juin, 30 juillet, 4 et 7 septembre*).

Justice et mémoire

Le premier ministre japonais a présenté des excuses pour les souffrances infligées au peuple coréen pendant les 35 ans de colonisation (1910-1945) de la **Corée** par le **Japon**.

Au **Cambodge**, Douch, l'ex-responsable khmer rouge, a été condamné à 35 ans de prison. Douch était jugé pour avoir dirigé la prison de Tuol Sleng, où, entre 1975 et 1979, quelque 12 000 personnes ont été torturées puis exécutées. Douch a interjeté appel.

Au total, près de deux millions de Cambodgiens, soit le quart de la population de l'époque, seraient morts sous la torture, de malnutrition ou d'épuisement, avant que le régime ne soit renversé par l'armée vietnamienne. Quatre autres responsables khmers rouges attendent d'être jugés après Douch pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité : l'ancien président Khieu Samphan, le « frère n° 2 » Nuon Chea, l'ancien ministre des affaires étrangères Ieng Sary et son épouse Ieng Sirit.

En **Argentine**, l'ancien dictateur Videla et des centaines d'officiers, responsables des centres clandestins de détention et de torture pendant la dictature militaire qui a sévi entre 1976 et 1983, doivent enfin rendre des comptes devant les tribunaux. Videla est poursuivi pour l'assassinat de 32 détenus politiques dans les mois qui suivirent le coup d'Etat, ainsi que pour l'enlèvement et la torture de 6 autres. Près de 5000 personnes ont été torturées à l'Ecole supérieure de mécanique de la marine avant d'être tuées, souvent jetées vivantes d'un avion dans les eaux du Rio de la Plata. Au total, on compte 30 000 personnes –dont 2 Français) qui ont disparu en Argentine.

Des familles de victimes du **massacre de Srebrenica** continuent de demander justice. Quatre Bosniaques ont déposé plainte contre des officiers néerlandais déployés, au nom de l'ONU, dans l'enclave musulmane. Privés d'appui aérien et s'estimant incapables de résister, les soldats néerlandais, censés protéger l'enclave musulmane, n'avaient rien fait pour empêcher la chute de Srebrenica, prélude au massacre, par l'armée des Serbes de Bosnie dirigée par Ratko Mladic, de 7000 à 9 000 Musulmans.

La Haye freine le rapprochement entre l'Union européenne et la Serbie tant que Ratko Mladic n'aura pas été livré au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Un rapport du Haut-commissariat aux droits de l'homme recense et dénonce des **massacres de réfugiés Hutu** en 1966-1967. Le rapport implique l'Armée patriotique rwandaise – qui avait mis fin au génocide des Tutsi par les Hutu, au Rwanda- et des rebelles congolais, qui allaient prendre le pouvoir à Kinshasa en mai 1997.

Jacques Chirac peut-il rester au-dessus des lois ? La justice lui reproche d'avoir fait rémunérer par la ville de Paris dont il était le maire 21 contrats de travail affectés en réalité à son service personnel, soit comme député de la Corrèze, soit comme candidat à l'Elysée (ce qui s'appelle détournement de fonds publics et abus de confiance, passible de dix ans de prison !). Ses avocats ont trouvé un accord financier avec ceux de la ville de Paris pour dédommager celle-ci du préjudice qu'elle a subi. En échange de quoi la Ville renonce à se porter partie civile. Affaire à suivre.

L'Etat devrait verser 210 millions d'euros à **Bernard Tapie**. Un scandale, et même une affaire d'Etat ? Oui. . On relira avec intérêt « Sous le tapis », de Laurent Mauduit, Stock, novembre 2008. (*notes de lecture JPA disponibles sur demande*)

(sources : Le Monde 4-5 et 27 juillet, 11, 27 et 31 août, 3, 5-6, 9 et 10 septembre).

Monde

Drogue. Pour tenter de réfléchir sereinement à ce sujet ô combien passionnel, la voie la plus efficace est d'examiner la situation aux Etats-Unis et en Amérique latine. Malgré l'intensité de la guerre anti-drogues menée aux Etats-Unis, la consommation n'y a pas diminué ; un demi-million de personnes sont entassées dans les prisons américaines pour n'avoir souvent que consommé une drogue illicite. Quand ils en sortent, ils vivent en marge. Les cartels de la drogue n'ont jamais été aussi puissants, faisant trembler les fragiles démocraties latino-américaines. Partout, la corruption vérole les polices, les tribunaux et jusqu'aux plus hautes sphères des Etats.

La prohibition actuelle reproduit l'erreur de celle de l'alcool des années 1920, avec des effets décuplés sur le crime, la santé publique et la cohésion sociale. Si l'on ajoute la question de l'Afghanistan, où armée américaine et talibans se disputent le contrôle de l'épicentre de la production de l'héroïne mondiale, on voit que la prohibition contribue à compromettre la paix.

Il faudrait traiter les drogues comme l'alcool (qui est une drogue dure, ne l'oublions pas). L'héroïne, la cocaïne et les amphétamines seraient produites par des compagnies privées, soumises aux procédures de contrôle qualité, et leur commerce taxé. Les acheteurs seraient avertis des effets de ces produits, comme ils le sont pour l'alcool ou le tabac, mais ils seraient libre de consommer ou non. Le pari est que la consommation n'augmenterait pas - mais peut-être diminuerait, comme l'exemple portugais le laisse espérer (le Portugal a décriminalisé l'usage de toutes drogues en 2001 ; la consommation de drogues y est désormais l'une des plus faibles d'Europe et se fait dans des conditions sanitaires et psychologiques optimisées) (Olivier Postel-Vinay, directeur du magazine Books, dans Le Monde, 27 août).

France

Faute de place, on ne parlera pas ici de sujets pourtant d'extrême importance : le recul historique sur les retraites ; l'affaire Bettencourt Woerth, qui mêle fraude fiscale, trafic d'influence, collusion entre milieux d'affaires et politiciens de droite ; la stigmatisation des Roms en tant que peuple, au mépris des valeurs fondamentales que notre pays a portées... On supposera le lecteur suffisamment informé sur ces questions, quitte à y revenir plus tard.

Ile de France

Résidence universitaire d'Antony. Les grues et les bulldozers s'attaquent au bâtiment C depuis le lundi 9 Août. En réaction immédiate, en plein mois d'Août, une "lettre ouverte" a été adressée par l'Association des Amis de la résidence Universitaire d'Antony (<http://amisrua.antony.free.fr>) au Président de la république, pour attirer l'attention de tous. Extrait : « Est-il acceptable, Monsieur le Président, que, dans ce contexte de crise et de pénurie du logement social étudiant, plus de 1000 chambres soient aujourd'hui démolies ? Ce ne sont ni les 120 chambres prévues dans un quartier excentré d'Antony ni celles de Gennevilliers qui pourront compenser ces 1000 chambres dont les loyers sont bas (140 euros pour une chambre) et qui sont admirablement situées près de la gare du RER B Croix-de-Berny, d'où il est possible de rejoindre toutes les universités parisiennes par les transports en commun. »

Montrouge

Le lycée Maurice Genevoix riposte aux réformes de l'Education nationale. La suppression de postes d'enseignants s'accompagne de recrutements de vacataires non formés. Certaines maternelles et les réseaux d'aides spécialisées aux enfants en difficulté (Rased) sont menacés. Les écoles subissent également un virage sécuritaire avec projet de suspension d'allocations, fichage et présence policière. Dès le 3 septembre, les enseignants et les parents d'élèves avaient occupé les locaux dans une lutte pour une école gratuite et de qualité. (Politis, 9 septembre. www.Fcpe-idf.fr)

Courrier des lecteurs

LG : Plus de la moitié de l'énergie que je consomme directement (hors ce qui va dans la fabrication de produits achetés) part en chauffage qui pourrait fort bien être à partir du bois, et ça doit être à peu près pareil pour la majorité des gens.

Quand je verrai démarrer un plan sérieux de **réhabilitation du bois comme mode de chauffage** (avec des technos modernes évidemment, pas la cheminée type Moyen-âge ou Cro-magnon) je pourrai dire qu'en matière de CO2 il n'y a pas que de beaux parleurs

Dernière nouvelle : **Iter (la fusion dite contrôlée, le soleil en boîte) nous prépare une fameuse catastrophe** au moins financière; ça on n'en parle pas, du moins pas encore.

AM Bonjour, et merci pour vos mails que je reçois depuis quelque temps.

Juste pour vous signaler quelques lectures concernant le sujet que vous soulevez et qui bien que brûlant pourraient amener certains à tirer des conclusions liberticides... d'autant que les grands médias (vous citez le Monde, France Inter en a fait autant au printemps) diffusent ces idées : la crise écologique que nous traversons serait due à la surpopulation de la planète...

La **transition démographique** est un phénomène qui touche toutes les sociétés accédant à une plus grande sécurité alimentaire, sanitaire... et qui entraîne de fait la réduction des naissances.

Et si nous réfléchissions plutôt à **l'inégale répartition des richesses et des ressources naturelles...**

Quelques livres et infos : - sur les groupes extrême droite qui invoquent la surpopulation et la crise écologique à des fins fascistes : Paul Ariès "Pour sauver la Terre : l'espèce humaine doit elle disparaître? De l'humanisme à l'humancide, les délires terroristes des néo-malthusiens." chez l'Harmattan 2002.

- sur la répartition des richesses, des propositions de début de solutions : Paul Ariès "Le Mésusage. Essai sur l'hypercapitalisme" Parangon 2007 ; recueilli des chroniques de l'auteur dans les journaux la Décroissance et le Sarkophage ;

- Paul Ariès "Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance" Ecosociété 2009

Voilà ma petite contribution.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse

électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.